

ANNEE 1999 N° 364/MMEH/DC/SG/CTMH/CTJ/DM/SL

MINISTERE DES MINES, DE
DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

C A B I N E T

PORTANT MODALITES D'OCTROI D'AGREMENT
POUR L'OUVERTURE DES BUREAUX
D'IMPORT-EXPORT DE DIAMANT ET AUTRES
SUBSTANCES PRECIEUSES ET SEMI-PRECIEUSES

***LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DE L'HYDRAULIQUE***

- VU La Loi N°90-032 du 11 décembre 1990, portant Constitution de la République du Bénin ;
- VU La Proclamation le 1er avril 1996 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 Mars 1996 ;
- VU Le Décret N° 99-309 du 22 juin 1999, portant composition du Gouvernement ;
- VU Le Décret 96-402 du 18 septembre 1996, fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères;
- VU Le Décret 96-615 du 31 décembre 1996, portant attributions organisation et fonctionnement du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ;
- VU L'arrêté N° 22/MMEH/DC/DRFM/DM/SA du 31 octobre 1996, portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction des Mines ;
- VU L'Ordonnance N° 73-67 du 27 septembre 1973, portant réglementation du Commerce Import-Export de diamant et autres substances précieuses et semi-précieuses en République du Bénin ;
- VU Le compte-rendu de réunion de la Commission Technique d'agrément des bureaux d'achat d'or en date des 20 et 29 avril 1999 et du 02 juin 1999;

Sur proposition de la Commission Technique d'Agrément des Bureaux d'Import-export de Diamant et autres substances précieuses et semi-précieuses ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Une autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat est requise de toute personne désirant exercer une activité d'import-export de diamant et autres substances précieuses et semi-précieuses. L'obtention de cette autorisation est subordonnée à la constitution d'un dossier en dix exemplaires comportant chacun les pièces suivantes :

- ◇ Une demande portant un timbre fiscal de 250F ;
- ◇ Un certificat de nationalité pour les béninois ou la photocopie légalisée du passeport pour les étrangers ;
- ◇ Une attestation de résidence ou la photocopie légalisée de la carte de résident ;
- ◇ Un curriculum vitae ;
- ◇ La photocopie légalisée de la carte d'importateur ;
- ◇ Le nom et adresse du représentant avec les références utiles ;
- ◇ Une attestation de possession de locaux aménagés avec indication précise de leur emplacement ;
- ◇ Un extrait de casier judiciaire du pays d'origine datant de moins de trois (3) mois ;
- ◇ Une quittance du droit de dépôt de dossier d'un montant de cinq cent (500.000) mille francs CFA.

ARTICLE 2 : Toute demande d'agrément est individuelle. Toute cession fera l'objet d'une nouvelle demande.

ARTICLE 3 : Le dossier déposé au secrétariat administratif du ministère est transmis à la Commission Technique d'Agrément des bureaux d'import-export de diamant et autres substances précieuses et semi-précieuses pour étude et avis.

ARTICLE 4 : En cas de recevabilité la Commission recommande au Ministre chargé des Mines, l'octroi de l'autorisation provisoire.

L'autorisation provisoire est accordée par arrêté signé du Ministre chargé des Mines

ARTICLE 5 : Tout requérant dont la demande est rejetée en sera informé par le Secrétariat Permanent de la Commission Technique d'Agrément.

ARTICLE 6 : En cas de recevabilité et après l'octroi de l'autorisation provisoire, le Ministre chargé des Mines saisit le Ministre chargé de la Sécurité pour mener une enquête de moralité sur le requérant.

ARTICLE 7 : En attendant les résultats de l'enquête de moralité, le requérant bénéficie d'une autorisation provisoire d'une validité d'un an à compter de sa date de signature. Tout détenteur d'autorisation provisoire n'ayant mené aucune activité durant la période de validité ne peut prétendre à l'obtention de l'agrément.

ARTICLE 8 : Aux termes des résultats de l'enquête de moralité, l'avis défavorable entraîne le retrait de l'autorisation provisoire. Cette décision est notifiée à toutes les structures concernées.

L'avis favorable entraîne l'octroi de l'agrément qui est accordé par décret pris en Conseil des Ministres.

ARTICLE 9 : Exceptionnellement, tout détenteur de lingots d'or ou autres substances précieuses et semi-précieuses n'ayant pas déposé un dossier d'agrément peut bénéficier d'une autorisation spéciale pour l'exportation.

Le requérant doit fournir au préalable un dossier comportant au minimum les pièces ci-après:

- une demande adressée au Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique;
- une photocopie légalisée de la carte d'importateur ou une attestation de dépôt de dossier de création de société d'import-export;
- une quittance du droit de dépôt de dossier d'un montant de 500.000F

Ce dossier qui n'est valable que pour une durée d'un (1) mois, à compter de sa date de dépôt à l'administration, doit être complété pour la demande d'agrément.

ARTICLE 10 : De même, tout requérant ayant déposé un dossier d'agrément complet et qui détient des lingots d'or ou autres substances précieuses et semi-précieuses, avant que la Commission Technique d'agrément ait pu statuer sur sa demande.

ARTICLE 11 : L'autorisation spéciale est délivrée sur approbation du Ministre chargé des Mines par le Directeur des Mines après un contrôle de qualité des substances, effectué par ses services techniques compétents.

Le bénéficiaire de l'autorisation spéciale doit se soumettre au paiement des taxes et droits prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 : Tout requérant peut bénéficier d'une ou plusieurs autorisations spéciales pendant la durée de validité de son dossier minimum ou pendant le délai au cours duquel la Commission Technique d'Agrément n'a pas statué sur la demande d'agrément.

ARTICLE 13 : Le bénéficiaire d'une autorisation spécial qui aurait complété son dossier dans le délai prévu d'un (1) mois, peut se voir attribuer une autorisation provisoire, puis l'agrément, selon les procédures prévues aux articles 4 à 8 ci-dessus.

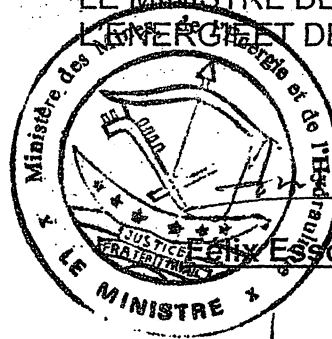
ARTICLE 14

Tous acte du bénéficiaire de l'autorisation spéciale ou provisoire contraire à l'objet du présent arrêté peut entraîner la suspension des activités, ou le retrait pur et simple de l'autorisation spéciale ou provisoire ou de l'agrément.

ARTICLE 15 : Le présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature abroge toutes dispositions antérieures contraires et sera publié partout où besoin sera

Fait à Cotonou, le 04/05/17

LE MINISTRE DES MINES, DE
L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE



[Signature]
Félix Essou DANSOU

AMPLIATIONS :

- ORIGINAL	1
- MMEH	4
- MISAT(DPJ/BEF)	2
- MF (DGID/DGDDI)	4
- MCAT	2
- CCIB	2
- DIRECTION DES MINES.....	8
- OBRGM.....	2
- JORB	1